

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 28 novembre 2025

N° 25/050

JD/RJ/PD/SA

Objet : Mises à jour et modifications des modalités de versement du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) des agents du centre de gestion de la fonction publique territoriale des Alpes de Haute Provence.

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-huit du mois de novembre, le conseil d'administration dûment convoqué, s'est assemblé à VOLX, sous la présidence de Monsieur Jacques DEPIEDS.

Nombre d'administrateurs en exercice : 19

Présents : 13

M. Gérard AURRIC, M. Michel BRUNET, Mme Anne-Marie CHABAUD, Mme Michèle COTTRET, M. Jacques DEPIEDS, Mme Brigitte DURAND, M. Pierre FISCHER, M. Michel GRAMBERT, M. Christophe IACCOBI, M. Bernard LIPERINI, Mme Marion MARCHAL, Mme Virginie SOSSI, Monsieur René VILLARD représenté par son suppléant M. Gérard BENOIT.

Absent représenté : 2

Mme Sabine DANERI a donné procuration à madame Anne-Marie CHABAUD ;
Mme Sylvie SAMBAIN a donné procuration à monsieur Jacques DEPIEDS.

Absents excusés : 4

M. Serge PRATO, M. Gilbert REINAUDO, Mme Pascale SEGUIN et sa suppléante Mme Josette LAUVERGNIAT, M. Patrick VIVOS.

Secrétaire de séance : Michel GRAMBERT

A la demande de Jacques DEPIEDS, président, madame Réjane JULLEROT, directrice générale des services du centre de gestion rappelle aux membres présents, que le Régime Indemnitaire des agents territoriaux (RIFSEEP = régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel) est composé de deux parts :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), versée mensuellement, vise à valoriser les fonctions exercées, les sujétions du poste et l'expertise attendue et constatée. *Cette indemnité est liée au poste occupé par l'agent et à son expérience professionnelle.*
- Le complément indemnitaire annuel (CIA) dont le versement (annuel ou bi-annuel) est facultatif est une prime. Celle-ci permet de *reconnaître spécifiquement l'engagement professionnel et la manière de servir* des agents.

Le montant du RIFSEEP attribué (part IFSE + part CIA) ne doit pas dépasser un montant maximum fixé réglementairement et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Tout en respectant ce plafond global, la délibération du centre de gestion instituant le RIFSEEP répartissait jusqu'alors les plafonds de chaque part de celui-ci en respectant l'usage en cours pour les fonctionnaires de l'Etat.

Ainsi, la part CIA des agents de catégorie C ne dépassait pas 10% du montant plafond du RIFSEEP de ce cadre d'emplois. La part des agents de catégorie B ne dépassait pas 12% et la part des agents de catégorie A ne dépassait pas 15%.

Or, cet usage ne fait pas autorité. En effet, en vertu de l'article L714-5 alinéa 2 du code général de la fonction publique territoriale, « Lorsque les services de l'Etat servant de référence bénéficient d'une indemnité versée en deux parts, l'organe délibérant **détermine les plafonds applicables à chacune de**

ces parts et en fixe les critères, sans que la somme des deux parts dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat ».

De ce fait, il est proposé aux membres de modifier cette répartition pour tous les cadres d'emplois, tout en respectant le plafond réglementaire global « IFSE+CIA », afin de permettre une augmentation du plafond de la part du CIA (30% du plafond global) et une baisse du plafond de la part de l'IFSE (70% du plafond global). (voir tableau ci-dessous)

Par ailleurs, compte tenu du nombre restreint d'agents de catégorie C au centre de gestion, il vous est également proposé de supprimer le groupe de fonction C.2.2 pour ne conserver que deux groupes de fonctions au sein du cadre d'emploi des adjoints administratifs et techniques : le groupe 1 pour les adjoints administratifs/ techniques ayant un poste nécessitant une expertise/ responsabilité ou sujétion particulière et le groupe 2 pour les autres.

En outre il est proposé d'actualiser les montants plafonds pour certains cadres d'emploi (ingénieurs et techniciens) aux fins de conformité aux décrets applicables.

Les autres dispositions de mise en œuvre du RIFSEEP mises en œuvre au CDG04 approuvées par délibération n°23/038 du 24/11/2023 restent inchangées :

Article 1. - Principes de l'IFSE et du CIA. :

L'I.F.S.E. vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle. Son montant peut ainsi être modulé en fonction de l'expérience professionnelle et de la mobilisation des acquis.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Le CIA est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Il est attribué ou non (taux pouvant varier entre 0 et 100%) en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir sur la base de l'évaluation annuelle.

Article 2. - Bénéficiaires :

L'IFSE et le CIA sont institués pour :

- les agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- les agents contractuels à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Article 3. - Détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque part du RIFSEEP (IFSE ou CIA) correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat. Les plafonds fixés pour l'IFSE et le CIA sont ceux applicables aux fonctionnaires de l'Etat. Aucun emploi de la collectivité n'ouvre droit à un logement pour nécessité absolue de service.

Chaque cadre d'emploi repris ci-après est réparti en groupes de fonctions comme suit :

Catégorie A :

Groupe 1	Emplois de direction
Groupe 2	Secrétaire de mairie ou Responsable de service ou de mission ou Chargé.e de mission/projet requérant une forte expertise et des sujétions particulières...
Groupe 3	Pas d'encadrement Emploi ne relevant pas des groupes 1 ou 2

Catégorie B :

Groupe 1	Secrétaire de Mairie ou Responsable de service ou de mission ou Chargé.e de mission/projet requérant une forte expertise et des sujétions particulières...
Groupe 2	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, régisseur...
Groupe 3	Pas d'encadrement Emploi ne relevant pas des groupes 1 ou 2

Catégorie C :

Groupe 1	Secrétaire de Mairie ou Responsable de mission Chargé.e de mission/projet requérant une expertise avérée et des sujétions particulières... Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, régisseur...
Groupe 2	Pas d'encadrement Emploi ne relevant pas du groupe 1

Les montants plafonds suivants pourront être appliqués en fonction des cadres d'emplois et des groupes de fonctions, auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Catégorie	Cadre d'emploi	Groupe de fonction	Montant plafond annuel IFSE	Montant plafond Complément annuel	TOTAL
A	C.E. des attachés territoriaux et secrétaires de Mairie	1	29 820 €	12 780 €	42 600€
		2	26 460 €	11 340 €	37 800€
		3	21 000 €	9 000 €	30 000€
	C.E. des Médecins territoriaux	1	35 560 €	15 240 €	50 800€
		2	31 500 €	13 500 €	45 000€
		3	24 290 €	10 410 €	34 700€
	C.E. des Ingénieurs territoriaux,	1	38 640 €	16 560 €	55 200€
		2	33 180 €	14 220 €	47 400€
		3	29 645 €	12 705 €	42 350€
	C.E. des Infirmiers territoriaux en soins généraux	2	16 044 €	6 876 €	22 920€
		3	12 600 €	5 400 €	18 000€
B	C.E. des rédacteurs territoriaux	1	13 902 €	5 958 €	19 860€
		2	12 740 €	5 460 €	18 200€
		3	11 651€	4 994 €	16 645€
	C.E. des Techniciens territoriaux	1	15 638 €	6 702 €	22 340€
		2	14 780 €	6 335 €	21 115€
		3	13 919,5 €	5 965,5 €	19 885€
	C.E. des Assistants de conservation du patrimoine	2	13 300 €	5 700 €	19 000€
		3	11 900 €	5 100 €	17 000€
C	C.E. des Adjoints administratifs	1	8 820 €	3 780 €	12 600€
		2	8 400 €	3 600 €	12 000€
	C.E. des Adjoints techniques	1	8 820 €	3 780 €	12 600€
		2	8 400 €	3 600 €	12 000€
	C.E. des Adjoints territoriaux du patrimoine	1	8 820 €	3 780 €	12 600€
		2	8 400 €	3 600 €	12 000€

Article 4 : Réexamen du montant de l'IFSE :

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

1. En cas de changement de fonctions,
2. Au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...),
3. En cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

Article 5 : Sort de l'IFSE et du CIA en cas d'absence :

Il appartient à la collectivité de déterminer le sort de la prime en cas d'absence liée, notamment, à la maladie.

En cas de congé de maladie ordinaire (y compris CITIS) : l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement.

Cette indemnité est proratisée en fonction de la quotité du temps de travail en cas de service à temps partiel pour raison thérapeutique.

Cette indemnité est suspendue durant la période de préparation au reclassement (PPR) prévue à l'article L. 826-2 du code général de la fonction publique.

Pendant les congés annuels, cette indemnité sera maintenue intégralement.

En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de l'I.F.S.E. est suspendu.

En application de l'article L. 714-6 du code général de la fonction publique, l'IFSE sera maintenue dans les mêmes proportions que le traitement durant le congé liés aux responsabilités parentales mentionnés au chapitre Ier du titre III du livre VI du CGFP (congés de maternité, de naissance, pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, d'adoption ainsi que de paternité et d'accueil de l'enfant), sans préjudice de sa modulation en fonction de l'engagement professionnel de l'agent et des résultats collectifs du service.

Lorsque la suppression ou la suspension du traitement résulte d'une sanction disciplinaire telle que l'exclusion temporaire de fonctions, l'IFSE sera suspendue.

En cas d'absence, le CIA sera ajusté en fonction de la capacité de l'agent à réinvestir son poste à son retour et à assurer la continuité du service. Les résultats seront évalués lors de son entretien annuel.

Article 6 : Périodicité et modalités de versement de l'IFSE et du CIA :

L'attribution individuelle de l'IFSE et du CIA décidée par l'autorité territoriale fait l'objet d'un arrêté individuel.

L'IFSE et le CIA sont proratisés en fonction du temps de travail.

L'IFSE est versée mensuellement.

Le CIA est versé - pour chaque agent remplissant les conditions d'attribution - au cours du premier trimestre de l'année N+1 (suivant l'année sur laquelle sa manière de servir est évalué) et si possible, sur la paie de janvier.

Le CIA sera versé au plus tard dans le mois suivant le départ de la collectivité (mutation, retraite, etc.) de l'agent qui remplit les conditions d'attribution notamment après avoir bénéficié d'un entretien d'évaluation.

Article 7 : Clause de revalorisation :

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Article 8 : Date d'effet :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au lendemain de sa publication.

Article 9 : Maintien des délibérations antérieures

- maintien de l'Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires prévue par délibération n°15/023 du 3 juillet 2015 :

Cette indemnité est attribuée :

- Aux fonctionnaires territoriaux de catégorie C relevant des cadres d'emplois ou assimilés d'adjoint administratif ou d'adjoint technique ;
- Aux fonctionnaires territoriaux de catégorie B relevant des cadres d'emplois ou assimilés de rédacteur, de technicien, et d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

Elle est versée dans les conditions prévues par le décret n°2002-60 du 14/01/2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

- maintien de la prime de responsabilité de directeur du Centre de Gestion prévue par délibération n° 13/030 du 29 novembre 2013 de 15 % du traitement brut, versée dans les conditions prévues au décret n°88-631 du 6 mai 1988 modifié relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés.
- maintien de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections en faveur des fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public, qui, en raison de leur grade ou de leur indice, sont exclus du bénéfice des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Le conseil d'Administration du centre de Gestion des Alpes-de-Haute-Provence,

Vu le décret n° 85-643 du 26/06/1985 modifié relatif aux Centres de Gestion ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 91-875 du 6/09/1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret 88-631 du 6/05/1988 relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

Vu le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés ;

Vu le décret n° 2002-60 du 14/01/2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 1962 fixant le régime des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être allouées aux fonctionnaires territoriaux ;

Vu l'arrêté NOR/FPP/A/01/00154/A du 14 janvier 2002 fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20/05/2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime

indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n°

2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2015 pris pour l'application aux agents du corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie A des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 14/05/2018 portant application aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques des dispositions du décret n°2014-513 du 20/05/2014 ;

Vu l'arrêté du 13 juillet 2018 portant application au corps des médecins inspecteurs de santé publique des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des ingénieurs des travaux publics de l'état et aux emplois d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1^{er} groupe et du 2^{ème} groupe des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat ;

Vu l'arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un

régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat ;

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

Vu les délibérations du Conseil d'Administration du Centre de Gestion n° 13/030 du 29 novembre 2013 instituant la Prime de Fonctions et de Résultats (PFR), l'Indemnité de Performance et de Fonction (IPF) ainsi que la prime de responsabilité de 15 % du traitement brut au bénéfice de l'emploi de directeur du Centre de Gestion, n°15/023 du 3 juillet 2015 relative au régime indemnitaire des personnels du Centre de Gestion°;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion n°17/040 du 27/11/2017 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP ;

Vu les délibérations successives du Conseil d'Administration du Centre de Gestion n° 18/024 du 31/05/2018, n° 19/012 du 1^{er} mars 2019, n°20/21 du 09/07/2020 et n°23/038 du 24/11/2023, relatives à diverses mises à jour du RIFSEEP du CDG04 pour intégrer progressivement l'ensemble des cadres d'emplois et grades ;

Vu la saisine du CST en date du 25 novembre 2025,

Considérant que le quorum est atteint et qu'en conséquence la validité des délibérations est assurée ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité à 15 voix pour :

✓ **Approuve** les propositions du président pour modifier l'article 3 comme suit :

- la modification de la répartition des plafonds de chaque part du RIFSEEP pour tous les cadres d'emplois et les groupes de fonction, tout en respectant le plafond global (part CIA = 30% du plafond global ; part IFSE = 70% du plafond global).
- la suppression du groupe de fonction C.2.2 pour ne conserver que deux groupes de fonctions au sein du cadre d'emploi des adjoints administratifs et techniques : le groupe 1 pour les adjoints administratifs/ techniques ayant un poste nécessitant une expertise/ responsabilité ou sujétion particulière et le groupe 2 pour les autres ;
- l'actualisation du tableau du RIFSEEP pour le plafond total des cadres d'emploi des ingénieurs et des techniciens territoriaux ;

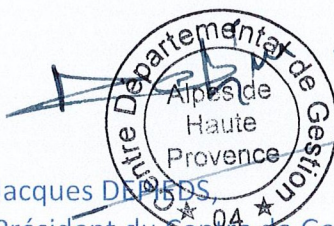
Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille (*par voie postale au 31, rue Jean-François Leca- 13235 Marseille cedex 2 ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr* dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

A Volx, le 28/11/2025

Publié le :

Accusé de réception en préfecture
004-280400177-20251128-D25_050-DE
Date de télétransmission : 04/12/2025
Date de réception en préfecture : 04/12/2025

Ensemble au représentant de l'Etat le :


Jacques DEPRES,
Président du Centre de Gestion
des Alpes-de-Haute-Provence.